Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

63 | 2021

Puissances de la Commune

Alain LAQUIÈZE, Élina LEMAIRE, Éric PEUCHOT
(dir.), *Les Perier. Une famille au service de l'État*

Paris, Éditions du Cerf, 2019

Rémy Hème de Lacotte

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/8138>

DOI : 10.4000/rh19.8138

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2021

Pagination : 255-257

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Rémy Hème de Lacotte, « Alain LAQUIÈZE, Élina LEMAIRE, Éric PEUCHOT (dir.), *Les Perier. Une famille au service de l'État* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 63 | 2021, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 21 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/8138> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.8138>

Ce document a été généré automatiquement le 21 février 2022.

Tous droits réservés

Alain LAQUIÈZE, Élina LEMAIRE, Éric PEUCHOT (dir.), *Les Perier. Une famille au service de l'État*

Paris, Éditions du Cerf, 2019

Rémy Hème de Lacotte

RÉFÉRENCE

Alain LAQUIÈZE, Élina LEMAIRE, Éric PEUCHOT (dir.), *Les Perier. Une famille au service de l'État*, Paris, Éditions du Cerf, 2019, 280 p., 22 euros.

- 1 Ce n'est pas la première fois que la prolifique « tribu » dauphinoise des Perier, comme les avait qualifiés Mme de Staël, retient l'attention des milieux universitaires. Pierre Barral (*Les Perier au XIX^e siècle dans le département de l'Isère d'après leur correspondance familiale*, 1964), Jacques Wolff (*Les Perier. La fortune et les pouvoirs*, 1993) ou Madeleine Boursset (*Casimir Perier : un prince financier au temps du romantisme*, 1994) lui ont consacré, en leur temps, de substantiels travaux, dans lesquels plus d'un contributeur du présent recueil a du reste puisé une portion notable de sa matière – quelques-uns seulement ont eu recours à l'abondant fonds d'archives familiales, regroupées depuis 1982 aux Archives départementales de l'Isère, qui est pourtant loin d'avoir livré tous ses enseignements. Ainsi, davantage que par l'apport documentaire, c'est par le croisement des points de vue que l'ouvrage, tiré d'un colloque de mai 2019 réunissant juristes et historiens, entend se démarquer des précédents. À travers l'exemple de cette éminente « dynastie bourgeoise », pour reprendre l'expression d'E. Beau de Loménie (mais pas ses présupposés idéologiques), il se propose d'offrir de nouveaux aperçus sur l'histoire institutionnelle, politique, économique et sociale de la France post-révolutionnaire.
- 2 Le résultat, il faut l'admettre, demeure quelque peu en deçà des attentes suscitées. On déplorera, pour la forme, un travail d'édition sommaire : les références bibliographiques n'ont pas été harmonisées et le texte pâtit d'un certain nombre de

coquilles (Emmanuel Cretet titré p. 90 comte de « Champanol » pour Champmol ; Casimir confondu p. 210 avec son frère Camille). Sur le fond, le prisme familial, point fort de l'argumentaire, apparaît sous-employé. Alors que le volume s'ouvre sur un précieux *Who's Who* de 14 porteurs du nom Perier, dû à leur généalogiste H. de Pazzis, force est de constater que la grande majorité des contributions n'envisage qu'une seule branche de l'arbre familial, celle qui lui a donné ses représentants les plus notoires : le président du Conseil de Louis-Philippe, Casimir (1777-1832), son petit-fils Jean Casimir-Perier (1847-1907), éphémère président de la République, et, dans une moindre mesure, leur fils et père respectif, Auguste (1811-1876), à deux reprises ministre de l'Intérieur de la III^e République naissante. Encore sont-ils le plus souvent étudiés individuellement. Deux communications seulement, sur un total de treize, assument une dimension comparatiste, même si le parallèle entre le grand-père et le petit-fils revient volontiers, de manière spontanée, au détour du propos.

- 3 Font exception les deux contributions d'H. Bonin (« Les banquiers Perier et la place bancaire parisienne au XIX^e siècle ») et J-Fr. Belhoste (« Les Perier et le développement industriel de la France »), qui brossent un panorama des affaires des Perier, toutes lignées confondues, et de leurs alliés. Le bilan qu'ils en tirent est prudent (les archives manquent pour apprécier l'étendue des activités financières et industrielles de la famille) et nuancé. Si la société *Perier frères* s'est imposée, entre les années 1790 et 1820, dans le cercle restreint de la Haute Banque parisienne (un membre de la famille siège sans discontinuer au conseil de régence de la Banque de France de 1818 à 1868), elle a visiblement échoué, dans le dernier tiers du siècle, à s'adapter à la montée en puissance des banques de dépôt, jusqu'à sa sortie des mains familiales au lendemain de la Grande Guerre. Quant aux investissements, ils frappent par leur caractère éclectique, avec une préférence pour les secteurs les plus dynamiques du marché (mines, machines à vapeur, raffineries de sucre...), sans qu'on puisse parler pour autant d'une stratégie industrielle concertée.
- 4 Le volet politique et institutionnel du recueil, qui en occupe la plus grande partie, dessine pareillement une histoire en demi-teinte. La clé en est donnée par la fine analyse de Fr. Rouvillois, « Les Perier et la construction d'un conservatisme français », qui met en lumière les convictions qui définissent leur sensibilité politique, mais aussi les contradictions et paradoxes de leur action publique. Du côté des premières, un positionnement « juste-milieu » motivé par l'exclusion des extrêmes, le culte de la loi et des libertés publiques, la défense de l'ordre et de la stabilité ou encore un progressisme raisonné, qu'illustrent, dans leur domaine respectif, les contributions d'E. Forey (« La politique religieuse de Casimir et Jean Casimir-Perier ») et de X. Cabannes (« Casimir Perier et les finances de l'État »). Au chapitre des seconds, un volontarisme contrarié par le sentiment de leur impuissance, un pragmatisme de principe gâté par la raideur de leur caractère, enfin une conception désincarnée de l'État doublée d'un sens aigu des convenances, sinon des fidélités politiques (à l'instar de Jean remettant en jeu son fauteuil de député en 1883 afin de se soustraire à un vote sur les princes d'Orléans).
- 5 Dans ce tableau d'ensemble, la question des rapports entre les pouvoirs tient évidemment une place de choix. S'il est indéniable que les relations de Louis-Philippe avec son autoritaire président du Conseil furent globalement vécues sous le régime de la concurrence, ainsi que l'a relevé leur contemporain Charles de Rémusat (A. Laquière) ou comme le suggèrent divers tableaux d'époque (É. Peuchot), H. Robert montre, au moyen de leur correspondance, comment le monarque parvint, fût-ce de manière

informelle, à conserver un rôle effectif dans la direction du pays. Soixante ans plus tard, la démission de son petit-fils de la magistrature suprême entérinait la complète prédominance du Parlement sur l'exécutif. É. Lemaire, qui a procuré, après les avoir exhumés des archives familiales, l'édition critique des écrits inspirés par son expérience à l'ancien chef de l'État, détaille les diverses réformes retenues par ce dernier pour renouer avec l'esprit dualiste du dispositif constitutionnel de 1875, dont son père Auguste avait été un artisan aussi discret que déterminé (L. de Thy, « Auguste Casimir-Perier et l'écriture des lois constitutionnelles de 1875 »). Elle manifeste comment le passage par l'Élysée a correspondu, pour Jean Casimir-Perier, à un dépassement de la conception « à l'anglaise » du régime parlementaire reçue de sa famille, au profit d'une responsabilité réelle (quoique limitée) du président de la République. Elle met ainsi au jour une pensée politique élaborée, qui a toute sa place parmi les « alternatives républicaines au “parlementarisme absolu” » (p. 9), nonobstant l'incapacité de son auteur à la faire valoir. La biographie, jamais tentée, de cette figure majeure du conservatisme républicain en serait d'autant plus souhaitable. Une autre facette des déconvenues essuyées par J. Casimir-Perier est l'issue des quatre procès pour offense au chef de l'État instruits au cours de son mandat, victoires judiciaires mais défaites aux yeux de l'opinion publique, qui dissuadèrent ses successeurs, jusqu'à la chute du régime, de poursuivre ces délits (O. Beaud).

- 6 Autant que par ses acquis, l'ouvrage vaut pour les recherches complémentaires qu'il appelle et qu'énumère É. Anceau, dans une conclusion dense. Une meilleure connaissance des constellations secondaires de la nébuleuse Perier et de leur insertion dans les milieux administratifs, politiques ou économiques français (et, pour les derniers, européens) du XIX^e siècle, sans négliger leur ancrage social et territorial, permettrait sans doute de mieux comprendre comment s'est organisée la répartition des tâches et s'est transmis le capital familial, même si l'entreprise s'annonce ardue. Ainsi que le remarque J.-Fr. Belhoste : « Art, industrie, politique, tout est lié, mais il reste difficile [de] joindre tous les fils » (p. 237).